



**CELLULE D'ANALYSE DE POLITIQUES  
ECONOMIQUES DU CIRES**

**ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DES IDE À  
LA CROISSANCE « PRO-PAUVRE »  
EN CÔTE D'IVOIRE**  
*Wantabouna OUATTARA*  
**BUPED N° 01/2009**

*Ce numéro de BUPED est tiré de Politique Economique et Développement N°01/2009 de la CAPEC.*

*Année de publication 2010*

## RESUME

L'objet de la présente étude est d'analyser la capacité des flux d'investissements directs étrangers à induire une croissance économique qui serait profitable aux populations ivoiriennes pauvres. Par le biais d'un calcul d'élasticité à partir des données d'enquêtes nationales menées par l'INS depuis 1985 à 2008, nous montrons que les investissements directs contribuent significativement à la réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire sur la base de l'indice numérique de pauvreté et de l'indice de profondeur de la pauvreté. Cependant, la croissance n'est pas pro-pauvre lorsqu'on considère l'indice de sévérité de la pauvreté. Aussi, cette étude recommande-t-elle la poursuite de la création d'infrastructures économiques et sociales dans les zones les plus pauvres et encourage la recherche de nouveaux appuis financiers et la diversification des partenaires au développement.

**Mots clés :** Investissements directs étrangers, croissance économique, croissance « pro-pauvre », élasticité.

**J.E.L. Classification :** F35, F43, I32, O47

## ABSTRACT

The object of this study is to analyze the capacity of foreign direct investments flows to induce an economic growth which would be advantageous for the poor Ivorian populations. By the means of an elasticity analysis with data from 1985 to 2008 provided by INS national inquiries, we show that the direct investments contribute significantly to the reduction of poverty in Côte d'Ivoire on the basis of poverty numeric index and poverty depth index. However the growth is not pro-poor when poverty severity index is considered. This study recommends the continuation of economic and social infrastructures creation in the poorest areas. The study encourages new financial supports search and the diversification of development partners.

**Keywords :** Foreign direct investment, Economic growth, "pro-poor growth, elasticity.

**J.E.L. Classification :** F35, F43, I32, O47

## 1. Introduction

La situation d'une personne en dessous d'un seuil minimum d'apports d'alimentaires, de revenu ou de consommation a longtemps caractérisé le concept de la pauvreté (Son, 2003). Cette conception étroite est aujourd'hui dépassée aussi bien pour les spécialistes du développement (Shaw, 2005) que pour les organismes (OCDE, 2001). On donne davantage d'importance à la façon dont les pauvres eux-mêmes considèrent leur situation et à la manière dont la pauvreté est conçue dans les différentes cultures. Il est de plus en plus admis que le pauvre est celui qui ne réunit pas les conditions minimales de bien-être telles que les comprennent les sociétés à travers le monde. Ravallion et Datt (2002) précisent qu'une telle définition tient compte des interventions publiques dans l'éducation primaire, les soins de santé primaires, les routes en zone rurale, l'adduction d'eau/eaux usées et les groupes cibles. Ces variations des caractéristiques et des dimensions de la pauvreté soulignent combien il est nécessaire de procéder à des analyses qui utilisent différentes sources de façon à pouvoir intervenir adéquatement. Parmi les questions que se posent de nombreux économistes, il y a la possibilité de détection des besoins des pauvres et la recherche d'outils et d'instruments de politiques économiques efficaces pour mieux soulager les économiquement faibles. Au-delà des dépenses publiques productives, la plupart des observateurs s'accordent à reconnaître le rôle important joué par les investissements directs étrangers (IDE) dans la lutte contre la pauvreté. Aussi, expliquer la contribution des IDE dans la lutte contre la pauvreté à travers la croissance économique constitue-t-il le principal objectif de cette étude. Seule la dimension monétaire de la pauvreté sera prise en compte dans cette étude. Une analyse de l'incidence de la pauvreté et la réalisation des enquêtes spécifiques sur les échantillons cibles se présentent comme

des solutions appropriées (Kakwani et Pernia, 2000). De même, Ram et Zhang (2002) estiment que la rationalité des investissements directs étrangers et leur affectation optimale apparaissent comme des outils efficaces de réduction des inégalités et de la pauvreté des populations. Le débat aujourd'hui réside sur la nature et la pertinence des interventions extérieures. Comment les investissements directs étrangers peuvent-ils faire reculer la pauvreté par le biais de la croissance économique ? La corrélation positive entre les investissements directs étrangers et la croissance économique a été mise en évidence dans les travaux de Seshaiyah et Vuyuri (2005). Cependant peut-on soutenir que cette croissance soit favorable aux pauvres ? La croissance « pro-pauvre » a-t-elle droit de citer en Côte d'Ivoire ?

Nombreux sont les économistes qui se sont intéressés à ce nouveau concept dans leurs publications. Pour Kraay (2004), une action publique induit une croissance qualifiée de 'pro-pauvre' lorsqu'elle bénéficie plus au pauvre qu'au riche ou donne au pauvre un pourcentage de bénéfice supérieur à sa contribution au revenu national. La croissance « pro-pauvre » repose, dès lors, sur une meilleure répartition des revenus et une suppression des dépenses qui ne bénéficient qu'à un petit nombre de privilégiés.

A l'instar des pays en développement dans le monde, les autorités ivoiriennes ont fait de la lutte contre la pauvreté une des préoccupations majeures dans leur programme de développement. Cette étude se structure en plusieurs parties. Dans la section 2, est présenté un exposé sur l'évolution de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Elle est suivie de la section 3 qui porte sur la revue de la littérature. Les résultats issus des calculs d'élasticités sont contenus dans la section 4. Une conclusion est rédigée dans la dernière section.

## 2. L'évolution de la pauvreté et des inégalités en Côte d'Ivoire

Estimée à plus de 18 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire enregistre environ 15,5% de sa population qui vit en deca du seuil de pauvreté (PNUD, 2004). En d'autres termes, plus de 2,5 millions de personnes y vivent avec moins deux dollars par jour. En 2003, sur la base de l'indicateur de développement humain (IDH), ce géant de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) s'est classé à la 163<sup>ème</sup> place sur un total de 177. De même, l'indicateur de pauvreté humain (IPH) qui s'attache aux déficits rencontrés dans trois domaines essentiels de l'existence humaine (durée de vie, niveau d'instruction et condition de vie) fait état d'une proportion de 48% de la population ivoirienne affectée par les différentes formes de pauvreté. Cet état des lieux est assez révélateur de la difficile situation socioéconomique dans laquelle la Côte

d'Ivoire se trouve depuis la fin des années 1990.

Les données sur l'évolution de la pauvreté et des inégalités en Côte d'Ivoire nous sont fournies par l'Institut national de la statistique (INS). Cet établissement a réalisé de 1975 à 2008, plusieurs enquêtes nationales auprès des ménages (*voire note 1*) et la plus récente est « Enquête sur le niveau de vie des ménages » (ENV 2008). Les principales variables étudiées se rapportent à la composition du ménage, à l'éducation, à la santé, au logement, au transport, aux activités et à l'emploi, aux dépenses, à la consommation, etc.

Les mesures de la pauvreté les plus utilisées sont celles développées et proposées par Foster, Greer, Thorbecke (1984). Elles sont encore appelées les indices 'P-alpha' ou indices 'FGT'. Les statistiques de cet indicateur relatif à la Côte d'Ivoire sont fournies dans le tableau ci-après.

**Tableau n° 1 : La mesure de pauvreté de type FGT en pourcentage**

	EPAM 1985	DSA 1993	ENV 1998	ENV 2002	ENV 2008
<b>Milieu urbain</b>					
P <sub>0</sub>	5,00	19,4	23,4	24,5	29,4
P <sub>1</sub>	2,30	2,40	2,70	7,32	9,07
P <sub>2</sub>	2,84	4,62	2,13	2,61	4,08
<b>Milieu rural</b>					
P <sub>0</sub>	15,8	42,0	41,8	49,0	62,4
P <sub>1</sub>	8,70	13,7	12,7	17,1	24,5
P <sub>2</sub>	5,42	11,3	6,1	8,3	12,6
<b>Ensemble</b>					
P <sub>0</sub>	10,0	32,3	33,6	38,4	48,9
P <sub>1</sub>	10,0	10,0	10,0	10,0	18,1
P <sub>2</sub>	6,27	8,51	4,35	7,24	9,16

*Source : Reconstitue par l'auteur à partir des données de l'INS (2009)*

Les sigles EPAM, DSA et ENV signifient respectivement l'Enquête permanente auprès des ménages, l'Enquête prioritaire sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel et l'Enquête sur le niveau de vie des ménages. Le milieu urbain est représenté par la métropole d'Abidjan et les autres villes de l'intérieur ; le milieu rural prend en compte la forêt rurale Est, la forêt rurale Ouest et la savane rurale. Le tableau n°1 montre l'évolution du niveau de la pauvreté de 1985 à 2008. De façon globale, les données indiquent que la population de pauvres a régulièrement augmenté en Côte d'Ivoire. Estimée à 10% en moyenne en 1985, les pauvres culminent à environ 38,4% en 2002 et à 48,9% en 2008. Ce qui revient à dire qu'une personne sur 2 est pauvre. Le gap de pauvreté est ainsi passé de 12,9% en 2002 à 18,19% en 2008, ce qui implique qu'il faut plus d'efforts pour sortir les populations de la pauvreté qu'en 2002. Ce phénomène de paupérisation s'est donc accentué de 14,3% entre 1998 et 2002. A la faveur de la crise sociopolitique intervenue dans le dernier trimestre de l'année 2002, l'indice numérique de pauvreté devra être revu à la hausse. Cette tendance se confirmera logiquement par la prochaine enquête sur le niveau de vie des ménages ivoiriens. La pauvreté sévit aussi bien en milieu urbain avec 25% des pauvres qu'en milieu rural où un individu sur deux est pauvre.

Des informations sur la profondeur de la pauvreté soulignent une évolution constante sur la période allant de 1985 à 2002. Environ 10% de la population ivoirienne continue de vivre dans des conditions d'extrême pauvreté depuis près de 20 ans. Plus de 14% de la population rurale n'arrive pas à satisfaire les besoins de consommation (alimentaire, soins de santé, éducation, loyer, eau, électricité, combustible, transport, habillement, etc.).

L'analyse de l'évolution de la pauvreté fait ressortir de profondes disparités par strate et par milieu. Les

inégalités par rapport au statut de pauvreté et au milieu de résidence en Côte d'Ivoire sont très importantes. Les dépenses réelles par tête des ménages ivoiriens y sont regroupées en 15 postes. L'examen de ces différents postes permet de mieux apprécier et interpréter les indices ou coefficients de Gini qui rendent compte des inégalités en matière de dépenses pour l'année 2002. Au regard des statistiques, il convient de noter qu'il existe de fortes inégalités des dépenses réelles des populations quand on considère le statut de pauvreté ou le milieu de vie. En effet, les indices relatifs au statut de pauvreté sont quasiment identiques d'une région à une autre. Cependant, les inégalités sont prononcées entre les pauvres et les non pauvres avec respectivement 0,181 et 0,431. Elles sont également accentuées aussi bien en zone rurale qu'en milieu urbain (INS, 2009). Ces chiffres témoignent du niveau élevé de cette mesure de l'inégalité dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire malgré une hausse continue et régulière des dépenses gouvernementales. Les dépenses courantes ivoiriennes se chiffraient à 14,7% du Produit intérieur brut (PIB) en 1990 contre 24,2% en 2005 (BCEAO, 2006). La conjoncture économique de la fin des années 70, l'échec des Programmes d'ajustement structurel (PAS) des années 80, la dévaluation du franc CFA en 1994 et les diverses politiques de relance économique continuent d'affecter l'évolution de la croissance qui alterne à la fois des taux positifs et des taux négatifs.

Après avoir décrit le contexte de l'étude et fait une brève présentation de l'évolution des inégalités et de la pauvreté en Côte d'Ivoire, il nous semble important de mener une réflexion sur la revue de la littérature existante à ce sujet.

### **3. La revue de la littérature**

La promotion d'une croissance 'pro-pauvre' - dont le rythme et les modalités améliorent l'aptitude des pauvres, hommes

et femmes, à participer à l'activité économique et à en tirer avantage - sera essentielle pour sortir les pays durablement de la pauvreté et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (Sahn et Stifel, 2003). Pourquoi la croissance est-elle parvenue à faire reculer la pauvreté dans certains pays et pas dans d'autres ? Comment les pauvres peuvent-ils participer au processus de croissance économique et en tirer profit ? Pourquoi la croissance favorable aux pauvres est-elle si importante et que peuvent faire les bailleurs de fonds pour la promouvoir ? Quel est donc le rôle stratégique que jouent les investissements directs étrangers ? Voilà en substance les quelques interrogations dont les réponses constituent l'essentiel de cette revue de littérature.

Les théories qui présentent les investissements directs étrangers comme le moteur de la croissance économique ne font pas l'unanimité au sein des chercheurs et économistes. Ainsi, les auteurs tels que Maccini, Moore et Schaller (2004) et Indjikian et Siegel (2005) concluent dans leurs travaux que les dépenses publiques issues des investissements directs étrangers ne contribuent pas à une amélioration du taux de croissance dans les pays en développement. Et ce, eu égard à la corruption et aux détournements de deniers publics. Par ailleurs, nombreux sont les analystes à l'image de Jalilian et Weiss (2002) ou de Seshaiyah et (2005) qui soutiennent clairement que les investissements directs étrangers expliquent positivement la croissance économique.

Le sigle IDE peut signifier, en fonction du contexte, Investissement direct à l'étranger ou Investissement direct de l'étranger. Selon Asiedu et Lien (2004), l'IDE comprend l'installation à l'étranger d'une unité autonome de production ou d'une succursale, l'acquisition de 10% ou plus du capital social d'une entreprise, les prêts à plus d'un an et avances par

l'investisseur à la société investie dès lors qu'un lien de filialisation est établi entre les deux sociétés, les investissements immobiliers. Le concept d'IDE et ses implications ont inspiré de nombreux économistes. Ainsi, il est reconnu à Dunning (1977) la paternité d'un paradigme appelé « paradigme OLI de Dunning ». L'auteur s'appuie sur trois facteurs déterminants de l'investissement direct à l'étranger. L'idée qu'il présente est qu'il faut que la firme multinationale ait des avantages spécifiques par rapport aux entreprises domestiques pour s'installer dans un pays étranger. Ces avantages ayant pour objet de surcompenser les nombreux coûts de l'implantation tels les barrières culturelles, les coûts du déplacement des cadres à l'étranger, etc.. Ces avantages relèvent de la propriété (O=Owership), de la localisation (L) et de l'internationalisation (I). Cette théorie de Dunning (1977) est reprise et étendue par Li et Liu (2005). Ils soutiennent que l'avantage de la propriété d'une entreprise pourrait être un produit ou une technologie auquel d'autres sociétés n'ont pas accès. Ces avantages, peuvent prendre la forme de brevets, modèles, secrets commerciaux, marques déposées ou encore la réputation de la compagnie. De même, Razin, Sadka et Tarek (2003) ou encore Cuadros, Orts et Alguacil (2004) estiment que l'ouverture extérieure et le partenariat est un atout en matière de mobilisation des investissements directs étrangers et donc un facteur de croissance économique.

Pour mieux comprendre ce concept d'IDE, il convient de préciser le cadre stratégique dans lequel les IDE s'insèrent, notamment en distinguant stratégies verticale et horizontale. Lankes et Venables (1996) ont souligné, dans un article consacré aux pays en transition, l'importance de cette distinction pour analyser les bénéfices possibles des IDE pour les pays d'accueil. La comparaison de ces deux types de stratégies peut également permettre de repérer différents niveaux

d'efficacité productive comme l'ont montré Chen et Tang (1987) pour le cas des firmes multinationales (FMN) taiwanaises ou encore Javorcik (2004). Cette stratégie a également été développée par des économistes tels que Shotar (2005) sur l'économie du Qatar et par Seshaiyah (2005) sur des entreprises installées en Inde.

Les réflexions de Sahn et Younger (2004) ont permis de montrer que les fruits de la croissance économique induite par les politiques budgétaires expansionnistes ont globalement été profitables aux pauvres en Afrique sub-saharienne. Cette conclusion est partagée par Mwabu et Thorbecke (2004) dans une étude où la population concernée vivait essentiellement en zone rurale. A l'instar de ces auteurs, Deininger et Okidi (2005) pour le compte d'une analyse sur l'économie ougandaise et Amaghionyeodiwe et Osinubi (2004) ou encore Akino (2004) pour le Nigéria ont scientifiquement établi que les politiques économiques en matière d'investissements directs étrangers ont contribué à améliorer à la fois le niveau de croissance économique et le bien-être des populations pauvres. Gunter, Cohen et Lofgren (2005) exposent, dans un article, une analyse plus globale des interventions extérieures publiques et leur capacité à réduire le l'indice numérique de pauvreté. En plus de soutenir les points de vue de Ravallion et Chen (2003), Gunter et al (op. cit) expliquent que les seules les investissements directs étrangers ne sauraient supporter la croissance favorable aux pauvres. Ils estiment que pour lutter efficacement contre la pauvreté, il est bon de conjuguer les actions et politiques économiques dans plusieurs domaines.

La croissance 'pro-pauvre' résultante des investissements directs étrangers est une réalité dans certains pays en développement. La contribution de Lachaud (2007) en est une preuve. Il s'est intéressé au modèle de croissance pro-pauvre au Burkina Faso. Cependant les

travaux de quelques analystes semblent remettre en cause cette thèse. C'est le cas de Fieldo (2000) qui, dans une étude comparative des économies africaines, soutient que les pauvres ne sont guère les bénéficiaires des fruits de la croissance. La petite bourgeoisie s'adapte près de 65% des recettes publiques. Les projets d'infrastructures relatifs à l'éducation, au logement et à la santé n'arrivent presque jamais à leur terme. De même, dans le modèle indonésien, Suryahadi et al (2003) expliquent que les inégalités en matière des dépenses entre les populations se sont accentuées et le taux de pauvreté ne cesse de croître malgré les efforts jugés insuffisants des gouvernants. La publication de Gupta et Mitra (2004) vient confirmer la théorie selon laquelle les interventions publiques visant une réduction de la pauvreté restent marginales et inefficaces. Dans ces conditions, une des solutions résiderait dans la micro finance (Navajas et al, 2000; Narayan et al, 2001).

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nombreux sont les économistes qui se sont intéressés au phénomène de pauvreté urbaine et rurale. Citons entre autres Kakwani (1990) ou encore Kouadio Béné (2005). Ce dernier s'est intéressé à une analyse du chômage de longue durée. Pour lui, l'inactivité professionnelle serait responsable de la pauvreté. Cependant, il n'explique pas le rôle stratégique des investissements directs étrangers comme moyen de réduction de la paupérisation. Barrett, Bezuneh et Abond (2001) ont également mené des réflexions sur le modèle ivoirien. Dans une étude comparative avec la Côte d'Ivoire, ils justifient les meilleurs résultats réalisés au Kenya, en matière de lutte contre la pauvreté, par la pertinence des projets sociaux et l'instauration d'un système de redistribution des richesses profitables aux pauvres par la réalisation des infrastructures de base.

Comme on peut le constater la contribution des investissements directs étrangers à la croissance 'pro-pauvre' ne fait pas l'unanimité au sein des scientifiques et chercheurs. Selon qu'on considère le pays, le continent ou même les dirigeants, les stratégies de lutte contre la pauvreté et la recherche du bien-être des populations pauvres sont perçues et mises en œuvre différemment. C'est pourquoi cette étude se veut une contribution à l'analyse de l'impact des interventions étrangères sur l'évolution de l'indice numérique de pauvreté en Côte d'Ivoire. Ainsi un cadre théorique et méthodologique est exposé afin d'aboutir à des résultats empiriques qui feront l'objet d'une interprétation.

#### 4. Résultats du calcul des élasticités

Les estimations sont faites en fonction des différentes valeurs comprises entre 0 et 2 que peuvent prendre  $\alpha$ . A chaque valeur donnée de  $\alpha$ , sont associés un calcul et un résultat donnés. Ainsi, les calculs des élasticités concerneront chacune des dimensions de la pauvreté :  $P_0$ ,  $P_1$  et  $P_2$  sur les périodes 1985, 1993, 1998, 2002 et 2008. Ces périodes correspondent aux dates où les enquêtes sur les ménages ivoiriens ont eu lieu. Ces estimations s'inspirent des travaux de Chen et Ravallion (2004) qui ont effectué un exercice similaire pour le cas de la Chine.

D'une façon globale, en ne considérant que l'indice numérique de pauvreté, la croissance économique en Côte d'Ivoire peut être qualifiée de 'pro-pauvre' sur les années considérées car les valeurs prises par  $\xi_0$  sont toutes supérieures à 1. Autrement dit, à partir des investissements directs étrangers, les autorités ivoiriennes ont mené des actions de politiques économiques qui ont conduit à l'amélioration du bien-être des populations pauvres.

De façon spécifique, les différentes régions n'ont pas bénéficié uniformément des fruits de la croissance économique. Celles qui sont restées en marge significative sont essentiellement les régions du Centre-nord, du Centre-ouest, du Nord, du Nord-est, du Nord-ouest et de l'Ouest avec  $\xi_0 < 1$ . Elles ont respectivement un ratio de l'élasticité de la pauvreté globale rapportée à l'élasticité de la croissance de la pauvreté de 0,04 ; 0,53 ; 0,07 ; - 0,45 ; -0,04 et 0,84 en 2008 ; et le constat reste le même pour les périodes d'observation de l'étude.

Les populations pauvres du nord ivoirien n'ont pas réellement bénéficié de la croissance économique. Elles sont, dans leur majorité, occupées par les travaux agricoles qui leur génèrent paradoxalement de faibles revenus. Ces petits revenus s'expliquent par la hausse du coût des intrants ou autres pesticides et par la réduction du prix d'achat aux producteurs des principaux produits agricoles comme le coton, l'anacarde, etc. Les infrastructures socio-économiques y sont très peu nombreuses. Les routes et les pistes villageoises qui sont dans un état de délabrement avancé ne permettent pas de mieux lutter contre le désenclavement des certains gros villages. Même si les résultats permettent d'observer une baisse de l'indice de pauvreté, ils ne nous autorisent pas à soutenir que les régions du Centre-ouest, du Nord et de l'Ouest enregistrent une croissance pro-pauvre. Le ratio d'élasticité de la pauvreté globale demeure compris entre 0 et 1. La croissance n'est donc pas strictement pro-pauvre. Cependant pour le reste des régions en Côte d'Ivoire, les résultats attestent que la croissance est pro-pauvre. Cette performance de la Puissance publique s'observe particulière dans la moitié Sud du pays. En effet, cette grande zone regroupe la plupart des activités industrielles et commerciales, surtout avec les deux grands ports d'Abidjan et de San-



Pedro. Le Sud ivoirien est doté d'infrastructures sociales et économiques modernes qui font de ce pays l'un des géants dans l'espace UEMOA. Les activités économiques y prospèrent et les revenus distribués sont élevés. Les interventions publiques sont alors productives car elles soutiennent la croissance économique et bénéficient aux pauvres. Ces résultats sont conformes aux conclusions des travaux de Chatterjee et Turnovsky (2005). Ces auteurs montrent, en effet, que l'aide étrangère profite de façon significative aux pays bénéficiaires car on assiste généralement à une hausse du niveau de croissance économique et une amélioration du bien-être des populations.

De même, la croissance pro-pauvre dans la deuxième estimation s'intéresse à l'indice de profondeur de la pauvreté. En considérant l'indice de profondeur de pauvreté comme une caractéristique de la nature pro-pauvre, on note que les effets induits par les investissements directs étrangers sont partiellement modifiés, comparaison faite à la précédente estimation des élasticités. L'examen des résultats indique une augmentation sensible du nombre de régions réalisant une croissance pro-pauvre. En plus des régions déjà identifiées comme ayant bénéficiées d'une croissance pro-pauvre, s'ajoutent les régions du Centre-nord et du Nord-est. Sur les périodes d'observations de l'étude, elle enregistre une élasticité de pauvreté globale supérieure à l'unité. Ainsi, pour l'année 2008, des élasticités respectives de 1,11 et 1,27. Lorsqu'on considère les résultats sur l'ensemble du territoire national, entre 1985 et 2008, la valeur de l'élasticité de pauvreté globale diminue, passant de 1,45 en 1985 à 1,23 en 2008. Cela peut être considéré comme un signal de dégradation continue du bien-être des populations vivant en Côte d'Ivoire. En s'inspirant des données de l'INS, Aka et Diallo (2009) montrent en effet que globalement on peut observer un accroissement des inégalités. Cependant,

contrairement à nos résultats, ils concluent que le processus de croissance n'est pas strictement pro-pauvre.

La troisième estimation met en avant l'indice de sévérité de la pauvreté induit par la variation des investissements directs étrangers. Lorsqu'on retient comme caractéristique de pauvreté l'indice de sévérité, les résultats indiquent que de façon globale, pour les années 2002 et 2008, les investissements directs étrangers n'ont pas occasionné une croissance pro-pauvre. Les élasticités sont inférieures à 1 pour l'ensemble de la Côte d'Ivoire avec respectivement 0,93 et 0,14 pour les deux années susmentionnées. Seules les régions Abidjan-ville, Sud hors Abidjan, Centre et Centre-est enregistrent une croissance pro-pauvre. Dans les autres régions on peut considérer que la pauvreté s'est accrue en terme de sévérité. La situation de crise militaro-politique qu'a connu la Côte d'Ivoire explique en partie de tels résultats. Les autres raisons sont liées à l'état de dégradation des infrastructures économiques et sociales. Les questions d'insuffisance d'infrastructures publiques susceptibles d'affecter une croissance pro-pauvre sont développées par Bussman, de Soysa et Oneal (2002).

## 5. Conclusion

Notre analyse a cherché à analyser et à comprendre la contribution des investissements directs étrangers à la croissance pro-pauvre en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, nous nous sommes inspirés des différentes enquêtes réalisées par l'INS en 1985, 1993, 1998, 2002 et 2008. Nous avons effectué des calculs de variations ou élasticités pour la vérification des hypothèses de recherche.

Cette étude a permis de montrer que, l'existence d'une croissance pro-pauvre induite par un flux d'investissements directs étrangers dépend du type de pauvreté considéré. Les

résultats diffèrent sensiblement, selon que l'on considère l'indice numérique de pauvreté, l'indice de profondeur de la pauvreté ou l'indice de sévérité de la pauvreté. Les politiques économiques que nous avons considérées ont entraîné une croissance économique dont les fruits ont profité à une importante partie des pauvres sur la base de l'indice numérique de pauvreté et de l'indice de profondeur de la pauvreté. Par contre les résultats indiquent que la croissance n'est pas pro-pauvre lorsqu'on retient comme critère l'indice de sévérité de la pauvreté. Ces résultats sont conformes à ceux obtenus par Lachaud (2007) avec des données relatives au Burkina Faso. L'auteur a pu observer que la diaspora Burkinabé dans la sous-région ouest-africaine contribuait significativement à l'amélioration du bien-être des populations sur la base de l'indice numérique de pauvreté. Cette remarquable performance pourrait être la résultante de l'intégration économique et monétaire ouest-africaine. Ces aspects d'intégration économique, d'investissements directs étrangers et de croissance sont d'ailleurs analysés par Ting (2005).

L'étude révèle également que toutes les régions n'ont pas bénéficié uniformément de la croissance. La plupart des régions du Nord enregistrent une élasticité de pauvreté négative ou inférieure à l'unité contrairement à celles du Centre et du Sud. Les investissements directs étrangers ont donc contribué, sur l'ensemble de la période d'observation, à une amélioration du bien-être du nombre de pauvre dans un grand nombre de régions. Au regard de ces résultats, il importe de souligner la nécessité de lutter contre les profondes disparités régionales pour une meilleure cohésion sociale des populations. Les décideurs qui ont à charge la mise en œuvre de politiques économiques visant la création d'infrastructures publiques devraient privilégier les régions du Nord, du Nord-est, du Nord-ouest et de l'Ouest. Cette

suggestion rejoint en partie celles formulées par Mahender (2003) pour le compte des pays asiatiques. La réhabilitation des structures économiques et sociales de base dans les zones susmentionnées mériterait d'être inscrite au nombre des projets prioritaires en matière de stratégies de développement. Et la recherche de nouveaux appuis financiers et de partenaires au développement, avec un contrat de gagnant-gagnant sont les nouvelles pistes de l'économie du développement. La Côte d'Ivoire en particulier et les pays de la sous-région en général mériteraient de continuer les efforts dans ce sens.

### Références bibliographiques

- Aka B.F. et Diallo S.S. (2009), « Public investment, growth and poverty reduction in Côte d'Ivoire », *African development perspectives, Yearbook*, Université de Bremen.
- Akino A.E. (2004), « Foreign direct investment and growth in Nigeria: an empirical investigation », *Journal of policy modelling*, 26(5): 627 – 639.
- Amaghionyeodiwe L.A. et T.S. Osinubi (2004) « Poverty reduction policies and pro-growth in Nigeria », *Brazilian electronic journal of economics*, 6(1): 60 – 78.
- Araujo C., Brun J.L. et S.L. Combe (2004), « *Econométrie: repères, cours, applications* », Collection dirigée par Marc Montoussé, Editions Bréal, 312 p.
- Barrett C.B., Bezuneh M. et A. Abond (2001), « Income diversification, poverty traps and policy shocks in Côte d'Ivoire and Kenya », *Food policy*, 26(4): 367 – 384.
- BCEAO (2006) « *Rapport annuel* », Imprimerie de la BCEAO, Dakar, Sénégal.

Bussman M., de Soysa I. et J.R. Oneal (2002), « The effect of foreign investment on economic development and income inequality », *ZEF discussion papers on development policy*, n° 53.

Chatterjee S. et S.J. Turnovsky (2005), « Financing public investment through foreign aid: consequences for economic growth and welfare », *Review of international economics*, Vol. 13, Issue 1, pp. 20 - 44.

Chen S. et M. Ravallion (2004), « Welfare impacts of China's accession to the world trade Organization », *World bank economic review*, 18(1): 29 - 57.

Chen T.J. et D.P. Tang (1987), « Comparing technical efficiency between import-substitution oriented and export-oriented foreign firms in a developing economy », *Journal of development economics*, 26(1): 227 - 289.

Cuadros A., Orts V. et M. Alguacil (2004), « Openness and growth: re-examining foreign direct investment, trade and output linkages in Latin America », *The journal of development studies*, 40(4): 167 - 192.

Deininger K. et J. Okidi (2005), « Growth and poverty reduction in Uganda, 1999-2000: panel data evidence », *Development policy review*, 23(3): 481 - 509.

Dunning J. H. (1977), « In defense of developmental sociology: a critique of popper's poverty of historicism with special reference to the theory of Auguste Comte », *Amsterdam sociologisch tijdschrift*, Issue 4-3, pp. 327 - 348.

Fieldo G.S. (2000), « The dynamics of poverty, inequality and economic well-being: African economic growth in comparative perspective », *Journal of african economies*, 9(1): 45 - 78.

Foster J., Greer J. Et E. Thorbecke (1984), « A Class of decomposable poverty measure », *Econometrica*, 52(3): 761 - 766.

Gunter B.G., Cohen M.J. et H. Lofgren (2005), « Analysing macro-poverty linkages : an overview », *Development policy review*, 23(3): 285 - 298.

Gupta I. et A. Mitra (2004), « Economic growth, health and poverty: an exploratory study for India », *Development policy review*, 22(2): 193 - 206.

Indjikian R. et D.S. Siegel (2005), « The impact of investment in IT on economic performance: implication for developing countries », *World development*, 33(5): 681 - 700.

INS (2009), « Profil de pauvreté en Côte d'Ivoire en 2008: résultats provisoires », Ministère du plan et du développement, Côte d'Ivoire.

Jalilian H. et J. Weiss (2002), « Foreign direct investment and poverty in the ASEAN region », *ASEAN economic bulletin*, 19(3):

Javorcik B.S. (2004), « Does foreign direct investment increase the productivity of domestic firms? In search of spillovers through backward linkages », *American economic review*, 94(3): 605 - 627.

Kakwani N. (1990) « Poverty and economic growth with application to Côte d'Ivoire, living standards measurement study », Working Paper n°63, 68 p.

Kakwani N. et E. Pernia (2000), « What is pro-poor growth ? », *Asian development review*, 18(1): 1 - 16.

Kouadio Béné M. (2005), « Analyse de la pauvreté des chômeurs de longue durée en Côte d'Ivoire », *Economie appliquée*, 58(3): 105 - 130.

Kraay A. (2004), « When is growth pro-poor ? Evidence from a panel of countries », *The World Bank policy research Working Paper*, N° 3225.

Lachaud J.P. (2007), « La mesure de la croissance pro-pauvres au Burkina Faso : espace de l'utilité ou des capacités ? » ; *Revue d'économie du développement*, 21(1) : 5 - 44.

Lankes H.P. et A.J. Venables (1996), « FDI in economic transition : the changing pattern of investments », *The economics of transition*, Vol. 4, Issue 2, pp. 331 - 347.

Li X. et X. Liu (2005), « Foreign Direct Investment and economic growth : an increasingly endogeneous relationship », *World development*, 33(3): 393 - 407.

Lofgren H., Robinson S. Et M. El Saïd (2003), « Poverty and inequality analysis in a General equilibrium framework: the representative household approach », *In : Bourguignon F, Pereira da Silva LA (ed.) Evaluating the poverty and distributional impact of economic policies*, Washington D.C, World Bank, 325 - 337.

Maccini L.J., Moore B.J. et H. Schaller 2004), « The interest rate learning and inventory investment », *American economic review*, 94(5): 1303 - 1327.

Mahender R. (2003), « Foreign direct investment in Malaysia : opportunities and lessons for India », *The ICFAI journal of applied economics*, 2(3): 37 - 58.

Mwabu G. et E. Thorbecke (2004), « Rural development growth and poverty in Africa », *Journal of African Economies*, 13(1): i16 - i65.

Narayan D., Chambers R., Shah M.K. et P. Petesch (2001), « *Crying out for change: voices of The Poor* », Oxford University Press, New York.

Navajas S., Schreiner M., Meyer R.L., Gonzalez-Vega C. et J. Rodriguez-Vega (2000), « Microcredit and the poorest of the poor: theory and evidence from Bolivia », *World Development*, 28(2): 333 - 346.

OCDE (2001), « Liens entre pauvreté, environnement et égalité homme-femme », *Les dossiers du CAD* 2(4) : IV-1 - IV-101.

PNUD (2004) « *Rapport mondial sur le développement humain : la liberté culturelle dans un monde diversifié* », New York, Oxford University Press.

Ram R. et K.H. Zhang (2002), « Foreign direct investment and economic growth : evidence from cross-country data for the 1990s », *Economic development and cultural change*, 51(1): 205 - 215.

Ravallion M. et S. Chen (2003), « Measuring pro-poor growth », *Economic Letters*, 78(1): 93 - 99.

Ravallion M et G. Datt (2002), « Why has economic growth been more pro-poor in some states of India than others ? », *Journal of Development Economics*, 68(2): 381 - 400.

Razin A., Sadka E. et C. Tarek (2003), « Trade openness, investment instability and terms of trade volatility », *Journal of international economics*, 61(2): 285 - 306.

Sahn D.E. et D.C. Stifel (2003), « Progress towards the millennium development goals in Africa », *World development*, 3(1): 221 - 241.

Sahn D.E. et S.D. Younger (2004), « Growth and poverty reduction in Sub-Saharan Africa: macroeconomic adjustment and beyond », *Journal of african economies*, 13(1): i66 - i95.

Seshaiah S.V. et S. Vuyuri (2005), « Savings and investment in India 1970-2002 : a cointegration approach », *Applied*

*econometrics and international development*, 5(1): 25 - 44.

Shaw D.J. (2005), « Dimensions of poverty: statutes and solutions towards the millennium development goals », *Development policy review*, 23(4): 499 - 523.

Shotar M.M. (2005), « The attractiveness of Qatar to foreign direct investment », *Applied econometrics and international development*, 5(3):

Son H. (2003), « A new poverty decomposition », *Journal of economic inequality*, 2(1): 181 - 187.

Suryahadi A. et S. Sumarto (2003) « Poverty and vulnerability in Indonesia before and after the economic crisis », *Asian economic journal* 17(1): 45 - 64.

Ting Gao (2005), « Foreign direct investment and growth under economic integration », *Journal of international economics*, 67(1): 157 - 174.

## C A P E C

- **Membres du Comité de Pilotage**

1. M. KOMENAN Mougo, *Directeur de l'Activité Industrielle, Président du Comité de Pilotage ;*
2. M. Maurice SERI-GNOLEBA, *Ex-Président du Conseil Economique et Social ;*
3. Pr. TEA Gokou Célestin, *Président de l'Université de Cocody ;*
4. Pr. ASSEMIEN Alexandre, *Directeur Général du Plan ;*
5. M. AHOUTOU Koffi, *Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances ;*
6. M. AHOUA Don Mello, *Directeur Général du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), représentant de la Primature ;*
7. M. TAHI Michel Martial, *Directeur Général du Budget et des Finances ;*
8. Honorable ZEREHOUE Yoro Edouard, *Rapporteur de la Commission des Affaires Economiques et Financières à l'Assemblée Nationale ;*
9. M. YEBOUE Koffi Lazare , *Président de la Commission des Affaires Economiques et Financières au Conseil Economique et Social ;*
10. Pr. Mama OUATTARA, *Directeur du CIRES.*

- **Directeur**

Pr. Aké G. M. N'GBO